# CUBA - Les familles des prisonniers politiques se réunissent avec les diplomates européens à l'Ambassade des Pays-Bas

Ivan Leon

jeudi 21 avril 2022, mis en ligne par Françoise Couëdel

30 mars 2022 - La réunion avec les familles des prisonniers politiques du 11J [1] met en évidence la volonté de l'Union européenne (UE) d'attirer l'attention du régime cubain sur les « préoccupations de son peuple » pour qu'il ouvre un dialogue significatif et intégrateur concernant leurs revendications légitimes.

Selon ce qu'a dit le haut représentant de la politique étrangère de l'UE dans une déclaration faite ce mercredi, l'Union européenne suit avec une réelle préoccupation les condamnations émises à Cuba concernant les faits du 11 et 12 juillet 2021.

Selon le haut représentant, Josep Borrell, « les manifestations qui ont eu lieu dans tout le pays ont été le reflet des revendications légitimes de la population, mais on y a répondu par la répression, avec l'arrestation de plus de 1400 personnes et la mise en accusation de 790 personnes ».

Insistant sur la « dureté des condamnations », Borrell a dénoncé « les peines d'emprisonnement infligées allant jusqu'à 30 ans, y compris à des mineurs de 18 ans au moment de leur détention ». Il a également exprimé « les sérieuses inquiétudes que suscitent ces jugements », compte tenu des principes de base et des normes internationales de transparence et de jugements appropriés ».

En ce même sens, le haut représentant « en a appelé aux autorités cubaines pour qu'elles permettent à la communauté diplomatique d'assister à ces jugements ». La demande de l'UE, sorte de « droit de regard », pour exiger la transparence en matière de protection des droits humains, coïncide avec l'initiative de l'ambassade des Pays-Bas de recevoir les familles des manifestants détenus pour avoir participé aux manifestations historiques du 11J à Cuba.

L'Union européenne enjoint les autorités cubaines à respecter les droits civiques et politiques des Cubains, incluant la liberté d'association, la liberté de réunion et la liberté d'expression. À ce sujet, l'Union européenne souhaite rappeler les cas de citoyens reporters et journalistes qui ont été détenus, accusés et jugés, en raison des évènements du 11 et 12 juillet, a dit Borrell dans sa déclaration, et met en demeure les autorités du régime cubain » à « remettre en liberté tous les prisonniers politiques ».

« L'Union européenne insiste sur l'importance de ses échanges continus avec les autorités cubaines sur ce thème. Elle est prête à soutenir tous les efforts destinés à protéger, promouvoir et respecter les droits humains et les libertés de tous les Cubains, dans le cadre de « l'Accord de Dialogue politique et de coopération entre l'Union européenne et Cuba » a précisé Borrell.

La mention de l'Accord dans sa déclaration rappelle aux autorités cubaines que les occasions sont nombreuses où le Parlement européen, des politiques, des activistes de la société civile cubaine et européenne réclament le respect de l'accord en raison des violations répétées des droits humains par le régime cubain à l'encontre de sa population.

Strating qui est arrivé à La Havane en tweetant « *asere* » (mon pote) sur ses réseaux sociaux, a été un des ambassadeurs européens les plus solidaires des activistes cubains et qui a donné le plus de visibilité sur le sujet des répressions du régime cubains.

À la fin du mois d'octobre, Strating a reçu quatre journalistes cubains indépendants au siège diplomatique des Pays-Bas à La Havane. La rencontre des Cubains avec le diplomate a permis d'échanger sur le rôle du journalisme indépendant dans la Cuba actuelle, selon l'information qu'il a partagée par internet avec la reporter Luz Escobar.

L'ambassadeur Strating n'a pas précisé le nom des invités à cette réunion et n'a pas révélé non plus le contenu des conversations ou les conclusions auxquelles elles ont abouti.

---

**Ivan Leon** est diplômé d'une Licence en journalisme, d'un Master en diplomatie et relations internationales de l'École de diplomatie de Madrid et d'un Master en relations internationales et intégration européenne par l'Université autonome de Barcelone (UAB).

Traduction française de **Françoise Couëdel**.

Source (espagnol) : https://www.cibercuba.com/noticias/2022-03-30-u207888-e207888-s27061-familiares-presos-politicos-reunen-diplomaticos-europeos.

---

## Notes

[1] Il s'agit des personnes arrêtées après les manifestations du 11 et 12 juillet 2021 – note d'AlterInfos.